

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne

Aubière, le 1er décembre 2010

Département du Puy-De-Dôme

**Situation du traitement des déchets ultimes
non dangereux dans le département
du PUY-DE-DOME**

Rapport de l'inspection des installations classées

Le présent rapport fait le bilan de la situation du traitement des déchets ultimes non dangereux (déchets ménagers et assimilés) dans le département du Puy-de-Dôme et propose les mesures administratives qui s'imposent.

1. LE CONSTAT

Sur la base des données fournies, en 2009, par les exploitants des installations d'élimination de déchets du département du Puy-de-Dôme, l'inspection des installations classées est en mesure de tirer le bilan qui suit.

La production annuelle de déchets dans le Puy-de-Dôme représente 665 000 tonnes (données 2008) dont 370 000 tonnes produites par les ménages et environ 240 000 tonnes produites par le secteur industriel.

Le traitement des déchets ultimes s'appuie actuellement sur un réseau de 5 installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dans le département du Puy-de-Dôme (les 5 ISDND ont traité 280 000 t en 2009 dont 10 400 t en provenance des départements de la Loire

et de la Haute-Loire reçu sur l'ISDND d'Ambert) mais également sur des installations (1 incinérateur et 3 ISDND) du département de l'Allier (30 000 t de déchets en provenance du Puy-de-Dôme ont été traités dans l'Allier en 2009 dont 16 000 t en provenance de collectivités).

La capacité de traitement de déchets ultimes du Puy-de-Dôme va passer de 286 000 tonnes à environ 165 000 tonnes à compter de 2011 en raison principalement de la diminution de la capacité autorisée de l'ISDND de Puy-Long qui passera de 240 000 t/an à 130 000 t/an.

La situation des installations d'élimination de déchets dans le département du Puy-de-dôme avec la perspective 2011 est résumée dans le tableau ci-après.

Unités de traitement	Capacité autorisée	Quantité traitée en 2009	Perspective 2011
ISDND Miremont	15 000 t (jusqu'en 12/2013)	10 000 t	15 000 t (prise en charge partielle des déchets de St Eloy les Mines)
ISDND Ambert	40 000 t (jusqu'en 12/2015)	23 000 t	20 000 t
ISDND Clermont	240 000 t (jusqu'en 12/2010)	228 000 T	130 000 t
ISDND ST Diéry	10 000 t (jusqu'en 12/2010)	8 000 T	0
ISDND ST Sauves	10 000 t (jusqu'en 12/2010)	11 000 t	0
UIOM Clermont	150 000 t (non opérationnelle avant 2013)	0	0
TOTAL	315 000 t (sans UIOM)	280 000 t	165 000 t

Le constat ci-dessus n'intègre pas les 30 000 t de déchets du Puy-de-Dôme traités dans le département de l'Allier qui en 2009 se répartissaient comme suit :

- ISDND de Chézy : 210 t de DIB
- ISDND de Cusset : 16 000 t du Syndicat Issoire Brioude (SIB) et 11 300 t de DIB
- ISDND de Maillet : 1700 t de DIB
- UIOM de Bayet : 600 t de DIB et DASRI

Compte tenu de la situation actuelle, en 2011, le département du Puy-de-Dôme accusera un fort déficit pour le traitement des déchets ménagers et des activités économiques de près de 120 000 tonnes.

2. MESURES ENGAGÉES

Certaines dispositions ont d'ores et déjà été prises, ou peuvent être prises rapidement, pour permettre d'éviter une pénurie trop importante de capacité d'élimination des déchets dès l'année 2011.

Il peut être précisé que la fermeture de l'ISDND de Saint Eloy qui traitait annuellement environ 11 000 t a été compensée en 2010 par les ISDND de Miremont (3 500 t) et de Cusset (3 000 t) dans l'Allier, les déchets ne provenant pas de la zone du SICTOM des Combrailles n'étant plus pris en charge.

L'ISDND d'Ambert : Autorisée jusqu'au 31/12/2015, pour une capacité annuelle de 40 000 tonnes, l'ISDND d'Ambert devrait être exploitée suivant un rythme de 21 à 23 000 tonnes par an dont pratiquement 50 % proviennent des départements de la Loire et de la Haute-Loire (principalement des DIB). Compte tenu de sa position excentrée par rapport aux bassins de production de déchets Clermont-Ferrand, Thiers et Issoire, le site d'Ambert ne constitue pas une alternative pertinente à la diminution de capacité de l'ISDND de Puy-Long à Clermont-Ferrand.

L'ISDND de Saint Diéry : L'autorisation d'exploitation de cette installation arrive à échéance le 31 décembre prochain, un premier dossier a été déposé en août 2010 pour permettre son extension (3^{ème} casier) de 80 000 tonnes sur 8 ans. Le dossier a été jugé non recevable et, à ce jour, n'a pas été complété. Dans la mesure où sur le casier en cours d'exploitation il devrait rester en fin d'année 2010 un vide de fouille disponible, une demande de prolongation provisoire d'un an devrait être présentée par le SICTOM des Couzes avant la fin de l'année.

A noter que l'exploitation de ce site n'est actuellement pas totalement conforme aux termes de l'autorisation, notamment : absence de bassin de collecte des eaux de ruissellement interne, traitement des lixiviats très insuffisant, panne du compacteur à répétition, matériaux de recouvrement insuffisants. Ce site vient de faire l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant, suivant un échéancier, le respect des prescriptions essentielles d'autorisation.

L'ISDND de Saint Sauves : La situation administrative de cette installation est similaire à celle de Saint Diéry. Des écarts réglementaires avaient été également constatés en 2009 dans l'exploitation de ce site, des corrections ont été apportées notamment : nouvelle station de traitement des lixiviats mise en service en juillet 2010, couverture finale du casier 1 terminée au mois de novembre, stock de matériaux de recouvrement en place. Comme à Saint Diéry, le SMCTOM de la Haute-Dordogne disposera en fin d'année d'un vide de fouille sur le casier 2 actuellement en exploitation. Une demande sollicitant la prolongation de l'autorisation d'une année doit être prochainement déposée. Par la suite une autorisation d'extension par création d'un 3^{ème} casier sera sollicitée pour poursuivre sur 10 ans l'exploitation à un rythme de 10 000 voire de 12 000 tonnes par an.

ISDND de Miremont : Cette ISDND est autorisée jusqu'à la fin de l'année 2013 pour le traitement de 15 000 tonnes par an. Jusqu'en 2009, l'installation recevait en moyenne 10 000 tonnes de déchets par an. Depuis la fermeture de l'ISDND de Saint Eloy les Mines le site de Miremont reçoit environ 13 000 tonnes par an, il doit pouvoir attendre 15 000 tonnes par an.

Les difficultés d'exploitation liées principalement au traitement des lixiviats ont été résolues par leur traitement sur la STEP de Riom.

A ce jour, nous n'avons pas connaissance d'une extension possible de cette installation.

ISDND de Puy-Long à Clermont-Ferrand : En 2009, l'ISDND de Puy-Long a reçu environ 228 000 tonnes de déchets (76 % d'OMr). Cette installation n'est plus autorisée à recevoir que 130 000 tonnes à compter du 01/01/2011 jusqu'au 31/12/2014. Cette limitation avait été fixée

dans la perspective de la mise en service de l'incinérateur du site Vernéa qui semblait pouvoir intervenir début 2011.

D'un point de vue technique, Clermont-Communauté avait demandé en 2006, la création de trois nouveaux casiers à Puy-Long pour une capacité totale de 3 millions de tonnes. En raison du projet Vernéa, seule l'exploitation d'un casier avait été autorisée en 2008 et l'exploitation des deux autres casiers avait été refusée. Le casier autorisé peut recevoir au total 1 000 000 tonnes. Fin 2010, sa capacité disponible devrait être d'environ 550 000 tonnes ce qui reste cohérent avec un rythme d'exploitation de 130 000 tonnes pendant les 4 prochaines années.

Dans une certaine mesure une augmentation de la capacité annuelle de traitement pourrait être envisagée tout en respectant le tonnage global de déchets admis sur le site pendant la durée de l'exploitation restant à courir.

3. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

En 2011, sans compter la modification du rythme de réception de l'ISND de Puy-long, à supposer que les dossiers de prolongation de St Sauves et St Diéry soient présentés et acceptés, les capacités de traitement des déchets dans le Puy-de-Dôme pourraient être les suivantes :

- ISDND de Miremont : 15 000 tonnes
- ISDND d' Ambert : 20 000 tonnes
- ISDND de St Diéry : 10 000 tonnes
- ISDND de St Sauves : 10 000 tonnes
- ISDND de Clermont-Ferrand : 130 000 tonnes

Soit une capacité globale de traitement d'environ 185 000 tonnes, ce qui représenterait (sur la base de l'année 2009) pour 2011 un déficit d'environ 100 000 tonnes.

Dans l'Allier, en plus des 30 000 tonnes reçues annuellement du Puy-de-dôme on pourrait compter sur une capacité supplémentaire disponible d'environ 20 000 tonnes réparties à part égale sur l'UIOM de Bayet et l'ISDND de Cusset. Cette capacité pourrait concerner majoritairement les DIB produits dans le département du Puy-de-Dôme.

Le seul site de traitement du Puy-de-Dôme pouvant être adapté reste l'ISDND de Puy-Long.

Nous prenons en considération la mise en service du pôle Vernéa en 2013, sachant que cette installation qui est amenée à recevoir annuellement plus de 280 000 tonnes en éliminera par incinération 150 000 tonnes.

De ce fait, sans augmentation de la capacité globale du casier en exploitation de Puy-Long notamment par son rehaussement, sans limiter la durée d'exploitation du site, la capacité annuelle pourrait être portée à 220 000 t en 2011 et 2012.

A partir de 2013 la mise en service de l'UIOM devrait permettre de réduire la capacité de déchets ultimes reçus sur l'ISDND de Puy-Long. En 2014, la part de déchets reçus sur Puy-Long ne sera plus que résiduelle notamment pour les déchets ménagers.

Si un retard venait à intervenir dans la mise en place de l'UIOM de Vernéa, il pourrait être compensé éventuellement par une nouvelle ISDND comme celle projetée par la société PIZZORNO à Culhat (capacité annuelle d'enfouissement de 50 000 t pour 80 000 tonnes en entrée) dont la demande, après un premier rejet, a été représentée le 24 novembre 2010. Une instruction et une mise en service de cette installation, si toutefois elle est autorisée, reste compatible avec le terme de 2013.

La limitation de la capacité de l'ISDND de Puy-Long reste envisageable dans la mesure où ce site reçoit annuellement (base 2009) :

- Déchets Ménagers : 116 000 tonnes (Clermont-Co 70 200 tonnes, SBA 29 500 tonnes, SIB 16 200 tonnes),
- Encombrants et divers déchetteries : 33 000 tonnes (Clermont Co 14 500 tonnes, SBA 12 300 tonnes, SIB 4 000 tonnes),
- Boues de STEP : 25 300 tonnes
- Refus de tri de 4 centres : 16 300 tonnes
- DIB : 32 400 tonnes
- Résidus de Broyage Automobile (ex Bourbié) : 4 600 tonnes

Avec une capacité annuelle limitée à 220 000 tonnes l'ISDND de Puy-Long pourra continuer à recevoir l'intégralité des déchets produits par les collectivités (déchets ménagers + déchetteries + refus de tri de la collecte sélective) soit environ 170 000 tonnes.

Les boues de STEP pourront continuer à être reçues sur le site de Puy-Long, à hauteur de 20 000 tonnes par an comme spécifié dans l'arrêté d'autorisation actuel, en sachant toutefois que des capacités de valorisation par compostage de ce produit existent ou sont projetées dans le département ou à proximité.

Les DIB ne pourront être reçus sur le site à hauteur de 30 000 tonnes par an, en sachant que des capacités restent disponibles dans l'Allier et que des efforts en terme de tri et de valorisation peuvent être encore faits. Les plate-formes de tri existantes de ces déchets ne sont pas sollicitées de façon optimale et de nouvelles implantations sont projetées. En matière de DIB ne devraient être admis sur l'ISDND de Puy-long que les déchets ultimes issus d'un centre de tri autorisé ou des déchets ultimes issus d'une collecte sélective avérée chez le producteur ou un groupement de producteurs.

Dans la mesure où à ce jour la commune de Clermont Ferrand exploitant l'ISDND de Puy-long n'a pas sollicité une modification des conditions d'exploitation de son site, malgré plusieurs invitations à le faire de la part de l'inspection, compte-tenu de l'intérêt général représenté par ce site pour le maintien du service public du traitement des déchets, en considérant le retard pris par la mise en service de l'unité de traitement de Vernéa prévue par le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection propose une modification de l'arrêté d'autorisation de l'ISDND de Puy -Long, en changeant le rythme des apports de déchets sur le site comme exposé supra.

En effet l'article R 512-31 du Code de l'Environnement dispose que "*Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.*"

Les modifications proposées par l'inspection portent sur les points suivants :

- Article 1-1 : Intégration dans le tableau de classement des activités de la récente modification de la nomenclature des installations classées en l'occurrence suppression des rubriques déchets 167 et 322 et prise en compte des nouvelles rubrique 2716 et 2760.
- Article 1-2 : Modification de la capacité maximale annuelle de déchets admissibles sur le site de stockage, à compter du 1^{er} janvier 2011, passant de 130 000 tonnes à 220

000 tonnes, avec mention des capacités maximales admissibles par catégorie de déchets :

- Déchets municipaux : 170 000 tonnes
- DIB : 30 000 tonnes
- Boues de STEP : 20 000 tonnes

- Article 2-1 : Nouvelle rédaction de cet article portant sur la nature et l'origine géographique des déchets, en précisant que les DIB admis sur le site ne peuvent être que les déchets ultimes issus d'un centre de tri, d'une déchetterie dédiée ou d'un tri mis en place chez le producteur ou un groupement de producteur.

La disposition portant sur l'obligation de stocker, à compter du 1er janvier 2010, les seuls déchets ultimes ayant fait l'objet d'un tri des biodéchets, soit à la source, soit par un tri mécanique, n'a pas été reprise. La séparation de la FFOM n'a pas été encore mise en place par les collectivités ou elle ne l'est que très partiellement notamment sur Clermont-Communauté avec 5 300 tonnes de FFOM collectée séparément pour 70 200 tonnes d'ordures ménagère enfouies. La séparation mécanique de la FFOM est prévue sur l'unité Vernéa.

Il est précisé que les déchets verts ne sont pas admis à l'enfouissement.

- Article 2-2 : la mention précisant que les chargements de DIB contenant plus de 50 % de déchet valorisables en volume n'étaient pas admis a été supprimée, puisque les DIB admissibles doivent être issus d'un processus de tri ou équivalent.
- Article 4-6 : Cet article a été complété par l'obligation d'aménager la zone de réception des déchets de manière à pouvoir reprendre les déchets non admissibles sur le site qui y auraient été déversés. Lors de nos inspections il a été constaté qu'en l'absence de toute possibilité de reprise les déchets pouvant faire l'objet d'une valorisation étaient enfouis.

L'ensemble des dispositions susvisées ne modifie pas substantiellement les conditions d'exploitation du site et en cela ne nécessite pas de faire l'objet d'une nouvelle procédure d'autorisation mais simplement d'un arrêté complémentaire (article R 512-33 II du Code de l'Environnement).

5. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de prescrire à la commune de Clermont-Ferrand, par arrêté complémentaire, de nouvelles dispositions pour l'exploitation de l'ISDND de Puy-Long de nature à répondre à la conjoncture du traitement des déchets dans le département du Puy-de-Dôme, dans l'attente de l'entrée en activité du pôle de traitement Vernéa. Les dispositions proposées en matière de capacité de traitement sont de nature à garantir la protection de l'environnement et la qualité du service public du traitement des déchets.

Les modifications proposées dans le projet joint en annexe ne sont pas de nature à entraîner une modification substantielle des conditions d'exploitations de l'ISDND de Puy-Long nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Nous proposons d'intégrer dans la modification de l'arrêté d'autorisation les modifications de la nomenclature des installations classées introduites par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 (création des nouvelles rubriques déchets).

Le présent rapport et le projet d'arrêté proposé doivent être présentés au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, l'exploitant pouvant être entendu et présenter ses éléments dans les conditions prévues au 3^{ème} alinéa de l'article R-512-25 et au 1^{er} alinéa de l'article R 512-26 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis, pour le Directeur

I

Signé

Signé